

**CHAPITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 9 :** Les entreprises adjudicataires de marchés ou contrats et leurs sous-traitants visés à l'article 8 ci-dessus sont soumis au prélèvement de l'Acompte sur Divers Impôts et Taxes (ADIT) institué par la loi n°97-013 du 7 mars 1997.

**ARTICLE 10 :** Les entreprises adjudicataires de marchés ou contrats et leurs sous-traitants bénéficiaires des exonérations sus-visées sont tenus de déposer dans les conditions de droit commun les déclarations et documents relatifs aux impôts, droits et taxes de toute nature dont ils sont exemptés.

Nonobstant cette exonération, le défaut ou le retard de déclaration ou de communication des documents entraîne l'application des pénalités spécifiques prévues notamment par le Code Général des Impôts et le Code des Douanes.

**ARTICLE 11 :** En vue d'exercer leurs contrôles, les agents de la Direction Nationale des Impôts, de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence et ceux de la Direction Générale des Douanes ont à tout moment accès aux chantiers et aux bureaux du Projet, des entreprises adjudicataires de marchés ou contrats et de leurs sous-traitants.

Ils peuvent exiger notamment la communication de tous documents nécessaires aux opérations de contrôle ou susceptibles d'en faciliter le déroulement.

**ARTICLE 12 :** Les dispositions du présent arrêté sont valables jusqu'au 30 juin 2005, date d'achèvement du projet.

**ARTICLE 13 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 3 août 2001**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bacari KONE**  
**Chevalier de l'Ordre National.**

**MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°01-1474/MMEE-MICT-MEF Portant fixation des tarifs de consommation d'électricité.**

**Le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau,**

**Le Ministre de l'Industrie, du Commerce et des Transports,**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°00-019/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du secteur de l'électricité, ratifiée par la Loi n°00-078 du 22 décembre 2000 ;

Vu l'Ordonnance n°00-021/P-RM portant création et organisation de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau, ratifiée par la Loi n°00-080 du 22 décembre 2000;

Vu le Décret n°00-184/P-RM du 14 avril 2000 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance n°00-019/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du secteur de l'électricité ;

Vu le Décret n°00-185/P-RM du 14 avril 2000 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance n°00-021/P-RM du 15 mars 2000 portant création et organisation de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau

Vu le Contrat de Concession du Service Public de l'Electricité à la Société Energie du Mali, signé à Bamako, le 21 novembre 2000 ;

Vu le Décret n°00-580/P-RM du 22 novembre 2000 portant approbation du Contrat de Concession du Service Public de l'Electricité ;

Vu le Décret n°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**ARRETEMENT :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont et demeurent abrogées les dispositions de l'arrêté n°00-0059/MME-MICA-MF du 14 janvier 2000 portant fixation des tarifs d'électricité.

**ARTICLE 2 :** Les tarifs de consommation hors TVA de l'électricité et les barèmes des avances sur consommations ainsi que les redevances mensuelles pour location et entretien des compteurs sont révisés comme indiqué dans les tableaux E1, E2, E3 et E4 ci-après, soit une augmentation moyenne cible de 5 %.

La redevance de la Commission de régulation, soit 0,6 F CFA/Kwh hors TVA est appliquée en sus à chaque poste de la grille tarifaire, à l'exception du tarif social.

La redevance éclairage public appliquée par localité suivant l'annexe 1, est facturée en sus et susceptible de modification par les autorités locales.

Des redevances d'éclairage public pourraient être appliquées à de nouvelles localités.

**TABLEAU E1**  
**TARIFICATION NATIONALE BASSE TENSION (hors TVA)**

CATEGORIES DE TARIF	Tarif Hors TVA	TVA en %	Tarif avec TVA	Redevance régulation en FCFA/kwh	Tarif avec TVA et redevance régulation
<b>Tarif Social (Compteur 2 fils 5 Ampères)</b>					
Prix proportionnel (FCFA/Kwh)					
Tranche 1 : 0-50 kwh par mois	65	0 %	65		65
Tranche 2 : 51-100 kwh par mois	100	0 %	100		100
Tranche 3 : 101-200 kwh par mois	100	18 %	118		118
Tranche 4 : > 200 kwh par mois	117	18 %	138		138
			-		-
<b>Tarif normal (compteurs 2 fils &gt; 5 Ampères et compteurs 4 fils) Prix proportionnel (FCFA/Kwh)</b>			-		-
Tranche 1 : 0-200 kwh par mois	120	18 %	142	0,6	142
Tranche 2 : >200 kwh par mois	140	18 %	165	0,6	166
			-		-
<b>Tarif éclairage public</b>			-		-
. Pour les 120 premières heures d'utilisation de la puissance souscrite	120	18 %	142	0,6	142
. Pour les surplus	82	18 %	97	0,6	97
NB : La TVA au taux de 18 % est à facturer en sus sauf sur les 100 premiers kwh des compteurs 2 fils 5 ampères					

**TABLEAU E2**  
**TARIFICATION NATIONALE MOYENNE TENSION (hors TVA)**

CATEGORIES DE TARIF	Tarif Hors TVA	TVA en %	Tarif avec TVA	Redevance régulation en FCFA/kwh	Tarif avec TVA et redevance régulation
<b>TARIF MONOME</b>	102	18 %	120	0,6	121
Puissance souscrite < 25 kw (FCFA/kwh)					
<b>TARIF BINOME HORAIRE</b>	17 500	18 %	20 650		20 650
Prime fixe annuelle (FCFA/Kwh souscrit)					
Prix proportionnel (FCFA/kwh)					
Heures de pointe (de 18 heures à 24 heures)	102	18 %	120	0,6	121
Heures pleines (de 06 heures à 18 heures)	73	18 %	86	0,6	87
Heures creuses (de 00 heures à 06 heures)	45	18 %	53	0,6	54
<b>Redevance mensuelle pour location et entretien des appareils de mesure et de contrôle.</b>			-		-
Comptage HT décompté en BT					
Location + entretien (FCFA/mois)	9 837	18 %	11 607		11 607
Entretien seul (FCFA/mois)	2 976	18 %	3 512		3 512
Comptage HT décompté en HT					
Location + entretien (FCFA/mois)	14 755	18 %	17 411		17 411
Entretien seul (FCFA/mois)	4 466	18 %	5 270		5 270
<b>Avance sur consommation : (FCFA/kw souscrit)</b>	12 296	0 %	12 296		12 296
NB : La TVA au taux de 18 % est à facturer en sus sauf sur l'avance sur consommation					

**TABLEAU E3 : AVANCE SUR CONSOMMATION DES COMPTEURS**

TYPE DE COMPTAGE	PUISSANCE SOUSCRITE EN KWA	AVANCE SUR CONSOMMATION EN FCFA
<b>COMPTEURS MONOPHASES 2 FILS</b>		
5 Ampères	1,1	4 842
10 Ampères	2,2	14 291
15 Ampères	3,3	21 437
20 Ampères	4,4	28 582
25 Ampères	5,5	35 728
30 Ampères	6,6	42 873
<b>COMPTEURS TRIPHASES 4 FILS</b>		
10 Ampères	6,6	
15 Ampères	9,9	
20 Ampères	13,2	
25 Ampères	16,2	
30 Ampères	19,8	

**TABLEAU E4 : REDEVANCES MENSUELLES POUR LOCATION ET ENTRETIEN DES COMPTEURS**

TYPE DE COMPTAGE	PUISSANCE SOUSCRITE EN KWA	BAREME HORS TVA	TVA	BAREME AVEC TVA
<b>COMPTEURS MONOPHASES 2 FILS</b>				
5 Ampères	1,1	186	18 %	219
10 Ampères	2,2	570	18 %	672
15 Ampères	3,3	726	18 %	856
20 Ampères	4,4	1 025	18 %	1 210
25 Ampères	5,5	1 282	18 %	1 513
30 Ampères	6,6	1 652	18 %	1 950
<b>COMPTEURS TRIPHASES 4 FILS</b>				
10 Ampères	6,6	1 652	18 %	1 950
15 Ampères	9,9	1 866	18 %	2 202
20 Ampères	13,2	1 994	18 %	2 353
25 Ampères	16,2	3 149	18 %	3 716
30 Ampères	19,8	3 334	18 %	3 934
<b>NB : la TVA au taux de 18 % est à facturer en sus sauf sur l'avance sur consommation</b>				

**ARTICLE 3 :** La tarification homologuée par le présent arrêté est applicable à toutes les localités de la République du Mali, conformément à l'Ordonnance n°00-019/P-RM du 15 mars 2000 susvisée.

**ARTICLE 4 :** Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 5 :** Le Président de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau, le Directeur National du Commerce et de la Concurrence, le Directeur National de l'Energie et le Directeur Général de la Société Energie du Mali sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter du 1er juillet 2001 et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 juin 2001**

**Le Ministre de l'Industrie, du Commerce et des Transports,**

**Madame TOURE Alimata TRAORE**

**Le Ministre des Mines, de**

**l'Energie et de l'Eau,**

**Aboubacary COULIBALY**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

**Bacari KONE**

**ANNEXE 1 : TARIF ECLAIRAGE PUBLIC PAR LOCALITE**

<b>Calibre du compteur</b>	<b>Prix Bamako</b>	<b>Prix Kati</b>	<b>Prix Djenné</b>	<b>Prix Kadiolo</b>	<b>Prix Zégoua</b>
<b>COMPTEURS MONOPHASES 2 FILS</b>					
5 Ampères	200	250	310	290	230
10 Ampères	370	450	575	540	425
15 Ampères	550	650	855	800	635
20 Ampères	735	900	1 140	1 065	850
25 Ampères	920	1 120	1 425	1 335	1 060
30 Ampères	1 105	1 350	1 715	1 600	1 270
35 Ampères	1 290	1 570	2 000	1 870	1 485
40 Ampères	1 470	1 800	2 280	2 130	1 690
45 Ampères	1 655	2 020	2 565	2 400	1 900
50 Ampères	1 840	2 250	2 850	2 670	2 115
55 Ampères	2 025	2 470	3 140	2 940	2 330
60 Ampères	2 205	2 690	3 420	3 200	2 535
<b>COMPTEURS TRIPHASES 4 FILS</b>					
10 Ampères	1 000	1 200	1 550	1 450	1 150
15 Ampères	1 600	1 950	2 480	2 320	1 840
20 Ampères	2 200	2 650	3 410	3 190	2 530
25 Ampères	2 700	3 250	4 185	3 915	3 105
30 Ampères	3 400	4 880	5 270	4 930	3 910
Au delà de 30 Ampères	4 000		6 200	5 800	4 600

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°01-1475/MMEE-MICT-MEF Portant fixation des tarifs de consommation d'eau.**

**Le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau,  
Le Ministre de l'Industrie, du Commerce et des Transports,**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°00-020/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du Service Public de l'Eau Potable, ratifiée par la Loi n°00-079 du 22 décembre 2000 ;

Vu l'Ordonnance n°00-021/P-RM du portant création et organisation de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau, ratifiée par la Loi n°00-080 du 22 décembre 2000 ;

Vu le Décret n°00-183/P-RM du 14 avril 2000 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance n°00-020/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du Service Public de l'Eau Potable ;

Vu le Décret n°00-185/P-RM du 14 avril 2000 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance n°00-021/P-RM du 15 mars 2000 portant création et organisation de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau ;

Vu le Contrat de Concession du Service Public de l'Eau Potable à la Société Energie du Mali, signé à Bamako, le 21 novembre 2000 ;

Vu le Décret n°00-581/P-RM du 22 novembre 2000 portant approbation du Contrat de Concession du Service Public de l'Eau Potable ;

Vu le Décret n°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**ARRETEMENT :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont et demeurent abrogées les dispositions de l'Arrêté n°00-0060/MME-MICA-MDRE-MF du 14 janvier 2000 portant fixation des tarifs d'eau.

**ARTICLE 2 :** Les tarifs de consommation hors TVA de l'eau et les barèmes des avances sur consommations ainsi que les redevances mensuelles pour location et entretien des compteurs sont révisés comme indiqué dans les tableaux 01, 02, 03 et 04 ci-après, soit une augmentation moyenne cible de 10%. La redevance de la commission de régulation soit 1,8 FCFA/m<sup>3</sup> hors TVA, est appliquée en sus à chaque poste de la grille tarifaire, à l'exception des ventes dites sociales : bornes fontaines et première tranche du tarif général.